

# Points

De la Polynésie française

## conjoncture

01

TE AVEI'A

Quatrième trimestre 2011

### NOTE TRIMESTRIELLE

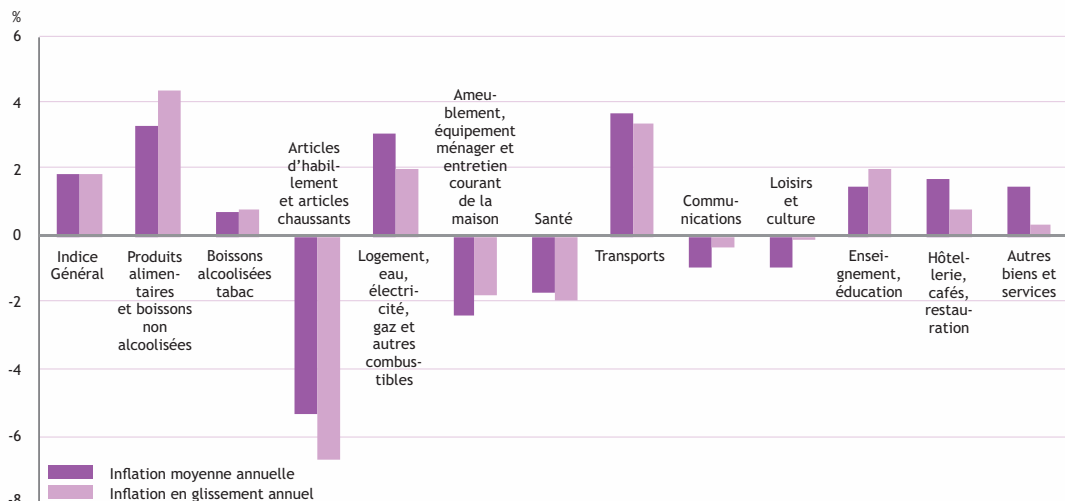
La fin de l'année 2011 confirme le repli de l'activité économique en Polynésie française, malgré quelques signes encourageants dans les secteurs touristique et perlicole.

Au cours du dernier trimestre 2011, les incertitudes liées aux dettes souveraines se renforcent suite aux menaces des agences de notation d'abaisser la note de quelques grands pays européens. L'année 2011 s'achève dans un contexte tendu et incertain : la demande privée est au point mort et la demande publique ne soutient plus l'activité, quand elle ne la freine pas d'avantage avec des politiques d'austérité budgétaire. Le cercle vicieux s'instaure dans les pays d'Europe et en Polynésie française.

le chiffre +1,8 %

C'est l'inflation en glissement annuel, à fin décembre 2011.  
En moyenne annuelle, elle est de +1,9 %.

#### L'INFLATION PAR GRAND POSTE DE CONSOMMATION EN 2011



ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Octobre

- le 18 • FRANCE - Dette publique :** suite aux mises en garde de l'agence de notation Moody's, expliquant qu'une dégradation budgétaire de la France ou un plan d'aide à la zone euro alourdirait la dette et remettrait en question le AAA français, les marchés obligataires réagissent violemment. Les taux français s'écartent nettement des taux allemands, sans toutefois être suffisamment bas pour être alarmants.
- le 27 • ZONE EURO - Dette publique :** des mesures ont été prises pour « sauver l'euro » lors du Sommet européen. La dette obligataire grecque sera divisée par deux pour les investisseurs privés. Le Fonds Européen de Stabilité Financière voit sa capacité d'action portée à 1 000 milliards d'euros. Les banques seront recapitalisées à hauteur de 100 milliards d'euros.

Novembre

- le 01 • AUSTRALIE - Taux d'intérêt :** lors de sa réunion mensuelle, le 1<sup>er</sup> novembre 2011, la Reserve Bank of Australia (RBA) a abaissé son principal taux directeur, le cash rate, de 25 points de base, de 4,75 % à 4,50 %. Elle fonde sa décision sur son appréciation moins négative de l'environnement international (perspectives sur la croissance américaine, gestion de la dette publique de la zone euro, évolution des cours des matières premières) et sur la bonne tenue de l'économie australienne.
- le 03 • ZONE EURO - Taux d'intérêt :** le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a abaissé de 25 points de base ses principaux taux directeurs avec effet au 9 novembre 2011 : le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème est fixé à 1,25 % ; le taux de la facilité de prêt marginal à 2 % et le taux de la facilité de dépôt à 0,50 %. La BCE a également publié les conditions d'achat de son nouveau programme d'obligations sécurisées de 40 milliards d'euros. Il portera sur des émissions d'obligations d'un volume minimum de 300 millions d'euros, émises sur le marché primaire ou secondaire et bénéficiant d'une notation au moins égale à BBB-, ou équivalente, attribuée par au moins l'une des principales agences de notation.
- le 03 • JAPON - Monnaie :** le 3 novembre 2011, les autorités japonaises sont intervenues tout comme au mois d'août de manière unilatérale sur le marché de changes pour limiter la hausse du yen.
- le 29 • AUSTRALIE - Matières premières :** les dépenses d'investissements décidées dans les ressources minières et énergétiques en Australie, culminent fin octobre à 232 milliards de dollars australiens (+74 % sur un an). Pas moins de 102 projets, un autre record, sont à un stade avancé de développement, décidés ou en construction. Ils se répartissent entre 40 projets dans les minerais, 37 dans l'énergie, 21 pour la construction d'infrastructures et 4 complexes de traitement du minerai. La croissance de l'offre sera significative pour le charbon, le minerai de fer et le gaz naturel, à moyen et à long terme.

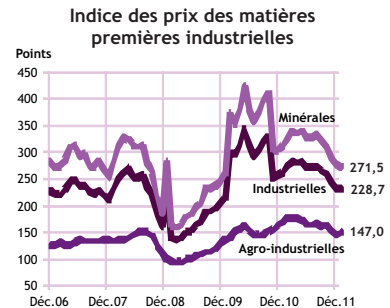
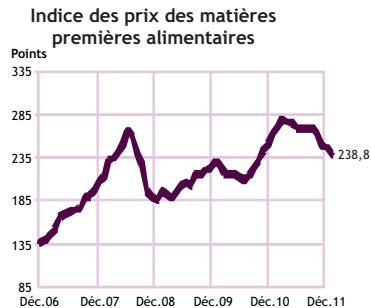
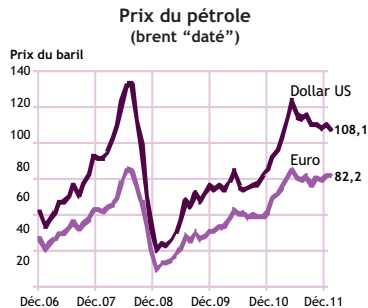
Décembre

- le 05 • CHINE - Politique monétaire :** la Banque populaire de Chine abaisse le ratio de réserves obligatoires des banques pour assouplir le marché du crédit. La Banque populaire de Chine a baissé le 5 décembre 2011 de 50 points de base à 21 % le ratio de réserves obligatoires des banques.
- le 08 • ZONE EURO - Taux d'intérêt :** le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux de la facilité de prêt marginal et le taux de la facilité de dépôt à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %. Il estime que « d'importants risques à la baisse pèsent sur les perspectives économiques de la zone euro, dans un contexte d'incertitude élevée ».
- le 21 • ZONE EURO - Refinancement des banques :** les banques de la zone euro se sont approvisionnées auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) lors d'une opération inédite de prêt sur trois ans : 523 banques de la zone euro ont obtenu un montant historique de 490 milliards d'euros de prêts, éloignant ainsi le spectre de faillites d'institutions financières à cause de problèmes de liquidités. Ces liquidités sont bienvenues pour les banques de la zone euro, qui auront de gros besoins de refinancement en 2012, et peinent à trouver des fonds alors que les investisseurs ne leur font plus confiance.

## INDICATEURS

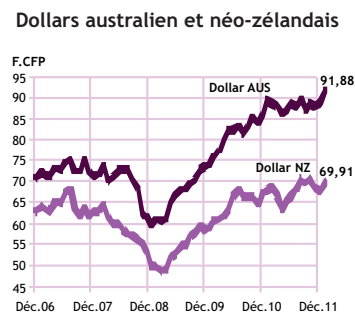
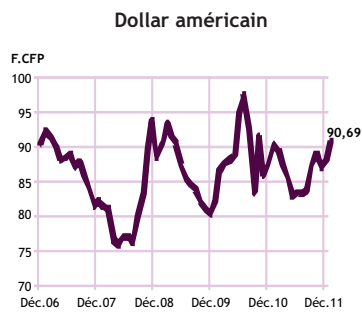
## INDUSTRIE

Source : INSEE



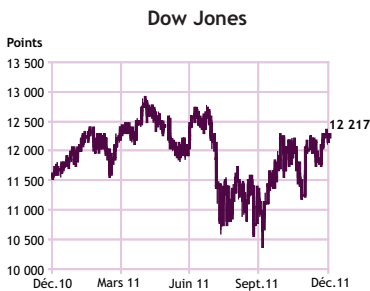
## CHANGE

Source : Banque de Polynésie



## INDICES BOURSIERS

source : yahoo finance

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - DONNÉES BRUTES - 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2011

	PIB (provisoire)		Indice des prix à la consommation Var. sur 1 an	Taux de chômage en fin de trimestre	Taux directeur Banques centrales	Dernier changement
	Var. sur 3 mois	Var. sur 1 an				
États-Unis	0,7 %	1,6 %	3,0 %	8,5 %	0,25 %	17/12/08
Zone Euro	-0,3 %	0,7 %	2,7 %	10,4 %	1,00 %	08/12/11
France <sup>1</sup>	0,2 %	1,4 %	2,7 %	9,9 %	1,00 %	08/12/11
Japon	-0,6 %	-1,0 %	-0,1 %	4,6 %	0,00 %	06/10/10
Australie	0,4 %	2,3 %	3,1 %	5,2 %	4,25 %	07/12/11
Nouvelle-Zélande	0,3 %	1,4 %	1,8 %	6,3 %	2,50 %	10/03/11
Chine	2,0 %	8,9 %	4,5 %	4,1 % <sup>2</sup>	6,56 %	06/07/11

1 : Les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.

2 : Taux de chômage urbain (seul taux officiel).

Sources : Instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, Eurostats.

ACTUALITÉ LOCALE

Octobre

- le 01 • TOURISME - Hôtellerie :** le Maitai Lapita Village a été inauguré à Huahine. Doté de 32 bungalows, cet établissement classé trois étoiles, entend allier respect de l'environnement et culture : il intègre une installation solaire qui doit assurer la moitié de ses besoins en énergie, et comprend un musée retraçant les faits marquants de l'histoire de l'île.
- le 07 • FINANCES - Épargne des ménages :** la réforme du plan épargne logement, intervenue en France le 1<sup>er</sup> mars 2011, est désormais applicable en Polynésie française. Les nouvelles dispositions prévoient une durée d'épargne comprise entre quatre et dix ans, l'obtention d'un taux d'intérêt préférentiel, révisable annuellement (taux plancher à 2,5 % actuellement) et le versement d'une prime de l'État plafonnée à 1 000 euros (119 332 F.CFP).
- le 10 • SOCIAL - Mouvements de grève :** protestant contre l'augmentation des tarifs pétroliers, les pêcheurs ont installé des barrages filtrants dans la rade de Papeete. Le risque de blocage du port de Papeete s'est renforcé avec le préavis de grève déposé par une partie des agents du Port Autonome de Papeete le 13 octobre, suivis par les dockers. Courant octobre, les conflits se multiplient tant au sein du secteur public (Fonds de développement des archipels) que privé (Newrest, société de restauration collective).
- le 11 • PRIX - Hydrocarbures :** en raison de la hausse du coût d'approvisionnement constaté sur les dernières livraisons d'hydrocarbures en Polynésie française, le gouvernement a décidé de revaloriser de 2 % le prix des produits commercialisés (essence à la pompe, gaz butane, pétrole lampant à usage domestique).

Novembre

- le 14 • FINANCES - Budget 2012 :** sous l'impulsion du gouvernement français, l'Assemblée Nationale a voté une dotation d'ajustement exceptionnelle en faveur de la Polynésie française afin de soulager les problèmes de trésorerie auxquels elle est confrontée. D'un montant de 6 milliards de F.CFP répartis sur 24 mois, elle constituerait pour le Pays une avance de trésorerie remboursable sans intérêts. Mais son obtention est conditionnée à l'application du plan de redressement (préconisations du rapport Bolliet), la vente à l'État de l'immeuble situé Boulevard Saint-Germain à Paris et la cession des parts du Pays dans le capital de la Socredo.
- le 18 • TOURISME - Croisières :** le paquebot de croisière Century fait escale à Papeete avec 1 725 passagers et 857 membres d'équipage. Il partira ensuite pour Moorea, Raiatea, puis Bora-Bora.

Décembre

- le 05 • COMMERCE - Entreprises :** ouverture d'un nouveau supermarché à Arue. D'une superficie de 500 mètres carrés, il propose uniquement des produits alimentaires, et mise sur les produits issus de l'agriculture biologique.
- le 08 • FINANCES - Taux de réescompte :** compte tenu du contexte économique et monétaire qui prévaut dans les trois collectivités d'outre-mer du Pacifique et de l'évolution récente du taux directeur de l'Eurosystème, le Conseil de surveillance a décidé de diminuer le taux de réescompte de l'IEOM de 25 points de base pour le fixer à 1 %.
- le 09 • FINANCES - Budget 2012 :** l'Assemblée de Polynésie française (APF) a adopté le budget du Pays, les comptes spéciaux et le budget de l'assemblée. Les représentants ont adopté les modifications de la loi sur l'implantation des commerces de détail. La création d'une commission de surendettement a été votée à l'unanimité. Le budget 2012 de l'APF s'établit à 2,339 milliards de F.CFP. Il intègre les conséquences de la baisse de 10 % de l'indemnité servie aux élus, imposée par la loi statutaire votée par le Parlement en août 2011.
- le 15 • TOURISME - Transports aériens :** du 15 au 18 décembre a lieu à Nuku-Hiva, le Festival des Arts des Marquises. En plus de 8 vols réguliers opérés hebdomadairement, Air Tahiti met en place 30 vols supplémentaires pour satisfaire la demande.
- le 16 • TOURISME - Croisières :** le port de Papeete va recevoir la visite de trois paquebots durant les deux dernières semaines de l'année. L'« Ocean Princess » sera basé à Papeete, d'où il effectuera 8 rotations vers les Îles Sous-Le-Vent et Rangiroa, avec 800 passagers et 400 membres d'équipage. Le Colombus avec ses 243 passagers et 117 membres d'équipage essentiellement de nationalité allemande ira vers Raivavae, puis de retour à Papeete, il effectuera un changement de passagers avant de repartir pour Moorea puis Bora-Bora. Enfin le Regatta, pour la première fois en Polynésie française, avec 600 passagers, fera escale à Bora-Bora. Il ira ensuite à Raiatea, Moorea, Huahine, Nuku-Hiva et Hiva-Oa.
- le 21 • INVESTISSEMENT - Comité de Pilotage État-Pays :** le comité de pilotage État-Pays a acté 14 milliards de F.CFP de chantiers prévus pour l'année 2012. La signature tardive de ce 3<sup>ème</sup> instrument financier fait que le Pays bénéficie d'un reliquat de disponibilités qui sont reportées sur 2012. Ce sont ainsi 78 opérations qui ont été programmées pour 2012, parmi lesquelles l'échangeur de Punaauia pour près de 2 milliards de F.CFP.

## POINT DE CONJONCTURE 2011

Marquée par une série de ruptures - le « printemps arabe », le tsunami de Fukushima, la crise des dettes souveraines - l'année 2011 n'a pas été telle qu'on l'attendait : loin de confirmer la reprise économique entamée en 2010, elle concrétise les peurs quant aux conséquences de la crise financière sur l'économie réelle. Après avoir soutenu les établissements financiers, les besoins de financement des États souverains explosent, et sont aujourd'hui plus que jamais soumis aux attentes des marchés. Le climat économique incertain est favorable à la spéculation, accentuant la flambée des prix des matières premières qui ont atteint des sommets. L'environnement international de la Polynésie française demeure donc peu favorable. Les turbulences financières pèsent sur les perspectives d'activité, spécialement dans la zone euro particulièrement touchée par la crise de la dette, et aux États-Unis dont les prévisions restent modérées.

## Reprise encourageante du tourisme en Polynésie française

Après quatre années de baisse continue, la reprise est là, avec 6 % de touristes de plus que l'année précédente. Mais elle semble s'amortir depuis le dernier trimestre ; le tourisme en Polynésie française est affecté par les tendances conjoncturelles de nos trois principaux marchés émetteurs (États-Unis, France, Europe) qui représentent 70 % de la clientèle. L'activité aux États-Unis ne s'est pas dégradée autant que prévue en 2011, en particulier le marché du travail, soutenant ainsi le moral des ménages américains qui s'améliore depuis juillet. Les arrivées de touristes américains se maintiennent à un bon niveau tout au long de l'année. En revanche, dans le même temps, la conjoncture en Europe se dégrade petit à petit, tout comme le nombre de touristes européens débarqués à Faa'a, y compris français. Au final, la Polynésie française a accueilli 163 000 touristes en 2011, une progression encourageante mais encore insuffisante par rapport aux capacités d'accueil de l'hôtellerie en Polynésie française. Le coefficient de remplissage des hôtels s'améliore en effet d'un point et demi sur un an à 53,7 % grâce à une baisse de l'offre (- 1 %) compensée par des ventes en hausse (+ 2 %). Ainsi, en moyenne en 2011, parmi les chambres offertes à la location, une sur deux a été vendue. Les hôtels de la gamme Luxe, implantés aux Îles Sous-Le-Vent affichent les meilleurs résultats. Et pour ce type d'hébergement, ce sont surtout les Américains qui font l'essentiel des revenus hôteliers. Les marchés australien et néo-zélandais sont eux aussi en hausse en 2011. Après un premier semestre optimiste, la tendance s'est renversée au second semestre ; la fréquentation touristique subit les anticipations pessimistes des ménages, en particulier en Europe où la crise se renforce. Mais le tourisme polynésien est aussi victime de tendances de long terme qui affectent la structure du secteur, comme la diminution de 30 % du nombre de sièges offerts à l'arrivée de l'aéroport de Faa'a entre 2000 et 2011, tandis que ce même indicateur augmentait de 50 % au niveau international. Cette évolution pourrait à terme affecter l'hôtellerie dont les capacités n'ont quant à elle cessé d'augmenter sur la même période. Le début de l'année 2012 restera sur la tendance de fin 2011, mais ensuite les résultats touristiques dépendront de l'impact des politiques d'austérité sur les ménages des pays émetteurs. En outre, les États-Unis entrent dans une année électorale (élections présidentielles en novembre), qui, en général, ne sont pas des années où les Américains voyagent beaucoup à l'étranger. Les arrivées de touristes américains devraient ralentir durant la seconde partie de l'année.

## NOMBRE DE TOURISTES DEPUIS 2006



### Des recettes à l'export en hausse mais qui peuvent encore progresser

Autre ressource importante du Pays, les exportations polynésiennes, étroitement liées aux résultats de la perle, ne décollent pas. La restructuration en cours du secteur perlicole a eu pour effet en 2011 de diminuer les volumes de perles exportées pour la première fois depuis six ans, modifiant ainsi positivement le prix unitaire de la perle de culture brute. L'année 2012 pourrait être une année de stabilisation et de transition avant le retour de la croissance pour ce secteur en 2013 si les efforts entrepris par les professionnels se maintiennent, notamment l'organisation de ventes aux enchères internationales sur le territoire polynésien.

La filière de la pêche confirme les résultats de 2010, avec des recettes proches du milliard de F.CFP, niveau record de 2001 et 2002. Ce niveau s'explique par le prix unitaire du poisson, au plus haut en 2011, à 800 F.CFP le kilo (+ 21 % sur un an). Cette évolution est liée aux cours mondiaux du poisson qui n'échappent pas à l'inflation. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'OCDE anticipent une forte hausse des cours du poisson et de sa farine d'ici à 2020, essentiellement liée à la spéculation. Si les États-Unis et la France demeurent les principaux importateurs de poissons polynésiens, de nombreux pays de la zone pacifique ont augmenté leurs achats en 2011, en particulier le Japon, Hong-Kong et Taïwan dont les eaux ont été affectées par l'accident de Fukushima. Les exportations de noni se maintiennent, pour représenter en moyenne 750 millions de F.CFP de recettes depuis trois ans, pour environ 2 500 tonnes exportées. La fermeture annoncée de l'entreprise Morinda pour 2012 (principal acheteur du noni local) pose la question de la commercialisation future de ces produits.

### EXPORTATIONS LOCALES PAR PRODUIT

	Cumul des trois derniers trimestres de l'année					Variation 2011 / 2010	
	2007	2008	2009	2010	2011	%	nombre
Unité :	millions de F. CFP						
Produits perliers	12 103	9 701	7 877	7 719	7 539	-2,3	-180
<i>Perle de culture brute</i>	10 577	8 316	7 471	7 357	7 117	-3,3	-240
<i>Ouvrages en perles</i>	1 422	1 228	202	241	220	-9,0	-22
Poisson	488	276	535	674	851	26,2	176
Noni	751	559	768	743	781	5,2	38
Huile de coprah	371	481	261	395	736	86,1	340
Nacre	335	269	214	255	295	15,4	39
Vanille	229	196	198	229	219	-4,4	-10
Monoï	256	194	147	203	257	26,5	54
Bière	94	92	68	74	62	-15,2	-11
<b>Total</b>	<b>15 612</b>	<b>13 187</b>	<b>10 738</b>	<b>11 051</b>	<b>11 335</b>	<b>2,6</b>	<b>283</b>

Sources : Service des Douanes, ISPF

Les exportations d'huile de coprah font un bond en 2011 : les recettes ont doublé à un niveau record (735 millions de F.CFP) tandis que les volumes correspondants sont en retrait. Le prix unitaire de ce produit à l'export bénéficie d'un cours mondial en hausse de 55 % pour la deuxième année consécutive.

Les exportations de monoï bénéficient depuis deux ans d'un prix unitaire élevé (780 F.CFP le kilo). Ainsi avec un volume exporté en hausse, la valeur atteint son meilleur score (257 millions de F.CFP). Quant à la nacre, ses recettes sont dans la moyenne des dix dernières années, mais dans un contexte où le prix unitaire est au plus bas, à 100 F.CFP le kilo. Même constat pour la vanille : la production étant en constante progression, la part exportée diminue. Afin d'écouler cette production, le prix a été rétabli aux alentours de 17 000 F.CFP le kilo, contre 22 000 F.CFP en moyenne sur les dix dernières années.

Le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises de ces activités exportatrices, sur les neuf premiers mois de l'année, confirme les résultats observés précédemment. Dans le secteur de la pêche, le chiffre d'affaires

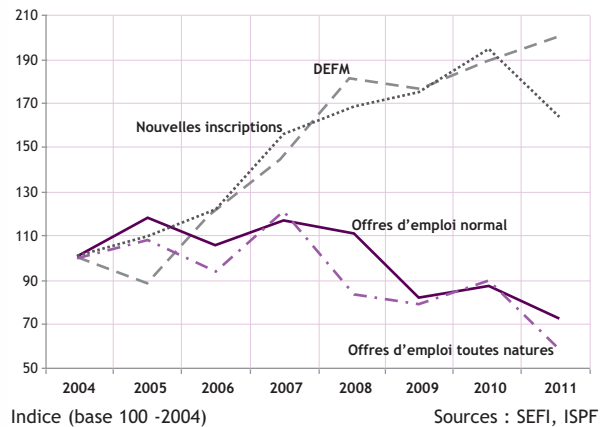
progressé de 51 % sur un an, et de 24 % pour l'industrie du poisson. De même, le chiffre d'affaires des industries de fabrication d'huiles et graisses brutes est en hausse (+ 53 %). En revanche, ceux des entreprises de cultures fruitières (noni), ou encore de fabrication de condiments et assaisonnements (vanille) sont en retrait sur un an (respectivement - 26 % et - 56 %).

### Des agents économiques attentistes

Tous secteurs compris, le chiffre d'affaires des entreprises polynésiennes est quasiment stable depuis trois ans (570 milliards de F.CFP au cours des trois premiers trimestres 2011) illustrant bien leurs difficultés, surtout dans un contexte inflationniste (+ 1,9 % en moyenne annuelle). Les commerces représentent la moitié du chiffre d'affaires global, et imposent la tendance générale avec un chiffre d'affaires réel stable, tandis que celui des transports et communications (15 % du total) diminue de 4,6 % sur un an. Sans certitudes quant à l'avenir, les entreprises investissent peu comme l'atteste la baisse des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires en 2011. Les offres d'emploi sont elles aussi en panne : le service de l'emploi affiche environ 200

offres à pourvoir en moyenne chaque jour, contre 300 à 350 dans les années de croissance (1998-2002). Au terme de l'année 2011, le service de l'emploi (SEFI) a proposé 7 200 offres d'emploi de toutes natures (- 33 %), dont 2 400 offres déposées spontanément par les employeurs (- 16 %), et 2 400 offres aidées dans le secteur marchand (- 30 %). Ces résultats sont les moins bons enregistrés depuis 1999. Malgré une légère baisse du nombre de demandeurs en 2011, le marché du travail demeure nettement déséquilibré, avec en moyenne quatre demandeurs inscrits pour une offre d'emploi (toutes offres confondues). Parallèlement, 6 400 emplois ont bénéficié de l'Incitation au Maintien de l'Emploi (- 10 %), aide financière qui permet aux employeurs de maintenir des salariés en postes.

### ÉVOLUTION DES OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTRÉES AU SEFI



Les effectifs salariés déclarés continuent quant à eux de diminuer (- 3,4 % entre septembre 2010 et 2011). Le secteur public compte 850 salariés de moins qu'il y a un an (- 5 %) : les suppressions de postes, le non renouvellement de CDD, ou encore les départs à la retraite non remplacés ont lieu dans de nombreuses mairies et services du territoire. Le secteur privé perd 1 300 salariés (1 000 hors événement exceptionnel « L'Ordre et la Morale ») soit - 2,7 % sur un an. Le secteur de la construction demeure le plus touché (- 5,5 %). Parallèlement le salaire moyen progresse de 0,5 % entre septembre 2010 et septembre 2011, à 260 000 F.CFP.

Avec des perspectives incertaines sur leurs revenus et une inflation importante sur les produits alimentaires (+ 3,3 % en moyenne annuelle, + 14 % sur le poisson) et les produits énergétiques (+ 7,3 %), les ménages consomment nettement moins. En témoigne la baisse des volumes de produits alimentaires et des biens de consommation importés. De même les importations de produits des industries automobiles sont en net retrait en 2011 (- 20 %), ce que confirme le nombre de nouvelles immatriculations qui passe de 8 200 en 2010 à 7 000 en 2011 (de 4 000 à 3 000 pour les voitures particulières). Quant aux produits énergétiques, leur consommation diminue de 4 %, mais avec un baril de Brent qui a culminé en moyenne à 111 \$US en 2011 (soit le prix moyen le plus élevé jamais atteint), le coût de ces importations est en hausse de 22 %. Ce phénomène d'inflation importée s'est fait ressentir tout au long de l'année sur l'ensemble des produits importés, en particulier sur l'énergie et l'alimentaire.

Compte tenu des problèmes de trésorerie que rencontrent les agents économiques, l'IEOM a décidé, au dernier trimestre 2011, d'agir sur les conditions de financement des entreprises et des ménages en assouplissant ses taux d'intervention, et faciliter l'accès au crédit. La hausse de l'encours des crédits à l'équipement et à l'habitat,

témoignent de l'impact de la hausse du SMIG début septembre et des incitations à l'accès au logement, qui ont permis de maintenir un minimum de consommation des ménages, et donc d'investissement de la part des entreprises. Au terme de l'année, la masse monétaire (M3) évolue plus vers des dépôts à terme et donc de l'épargne, que vers les dépôts à court terme, signe que les agents demeurent prudents. Quant au volume de crédits accordés par les banques, il est quasiment stable (+ 0,4 % en 2011, + 0,3 % entre novembre et décembre 2011), tandis que les créances douteuses brutes augmentent de 12 %. Enfin, le recours au crédit à la consommation est en retrait de façon constante depuis le premier trimestre 2011. La consommation demeure fragile et la situation risque de s'aggraver dès début 2012 avec l'arrêt de ces mesures exceptionnelles pour soutenir l'activité, dans un contexte inflationniste persistant.

L'année 2012 ne pourra être au mieux qu'une année de stabilité et de transition vers une année 2013 meilleure. En effet, avec des perspectives de sortie de crise moins rapide que prévu dans les pays développés, la croissance sera difficilement dopée par une reprise des exportations, et l'assainissement en cours du secteur pericléuse risque de ne pas porter ses fruits immédiatement. De même, le secteur touristique pourrait bien souffrir de la crise en Europe, mais aussi de l'attentisme des Américains avant leurs élections présidentielles. Et quand la demande privée est au point mort, seul un dynamisme de la demande publique peut relancer durablement l'activité.

## LE BAROMÈTRE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

		Moyenne trimestrielle	Tendance par rapport à la moyenne	
			du trimestre précédent	du même trimestre de l'année précédente
<b>EMPLOI</b> <span style="float: right;">données brutes - sources : SEFI, CPS, ISPF</span>				
Taux de chômage	Recensement de la population 2007	11,7 %	-	-
Emploi salarié (secteur privé)	3 <sup>ème</sup> trimestre 2011	39 804	↗ 0,1 %	↘ -15,2 %
<b>DEFM</b>	4 <sup>ème</sup> trimestre 2011	9 173	↘ -1,5 %	↗ 3,6 %
Offres d'emploi normal	4 <sup>ème</sup> trimestre 2011	213	↗ 1,1 %	↗ 6,8 %
Heures travaillées (secteur privé)	3 <sup>ème</sup> trimestre 2011	6 726 829	↗ 0,1 %	↗ 0,1 %
<b>ENTREPRISES</b> <span style="float: right;">données brutes - source : ISPF</span>				
Créations (champs ICS)	4 <sup>ème</sup> trimestre 2011	155	↘ -27,1 %	→ 0,0 %
Radiations (champs ICS)	4 <sup>ème</sup> trimestre 2011	226	↘ 22,4 %	↗ 42,5 %
<b>TOURISME</b> <span style="float: right;">sources : ISPF</span>				
Taux d'occupation des hôtels	4 <sup>ème</sup> trimestre 2011	54,2 %	↘ -14,9 %	↘ -3,2 %
Nuitées totales	4 <sup>ème</sup> trimestre 2011	202 317	↘ -6,8 %	↘ -0,5 %
<b>BTP</b> <span style="float: right;">données brutes - sources : Service de l'Urbanisme, Service des Douanes, ISPF</span>				
Importations de ciment (tonnes)	4 <sup>ème</sup> trimestre 2011	7 496	↗ 47,9 %	↗ 18,4 %
<b>CONSOMMATION</b> <span style="float: right;">données brutes - sources : Service des Contributions, ISPF</span>				
Immatriculation de véhicules neufs	4 <sup>ème</sup> trimestre 2011	388	↘ -7,8 %	↘ -20,3 %
<b>PRIX</b> <span style="float: right;">sources : INSEE, IEOM, ISPF</span>				
Indice des prix (base 100 décembre 2007)	4 <sup>ème</sup> trimestre 2011	105,73	↘ -0,3 %	↗ 1,7 %
Masse monétaire M3 (millions de F.CFP)	4 <sup>ème</sup> trimestre 2011	526 498	↗ 22,9 %	↗ 5,2 %

Légende : amélioration, dégradation, Stable



## TABLEAU DE BORD GÉNÉRAL

COMMERCE EXTÉRIEUR		Sources : Service des Douanes, ISPF					
<i>en millions de F.CFP</i>		déc. 2010	oct. 2011	nov. 2011	déc. 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Importations civiles (valeur CAF)		14 034	12 449	14 393	13 385	-4,6 %	+1,8 %
Exportations locales (valeur FAB)		947	912	1 226	1 300	+37,2 %	+12,3 %
dont perle de culture brute		534	550	782	855	+60,1 %	+17,3 %
nono		25	3	102	54	+120,8 %	-14,4 %
poisson		73	72	111	115	+58,7 %	+40,3 %
Balance commerciale (Exportations - Importations)		-13 087	-11 537	-13 167	-12 085	-7,7 %	+0,9 %
Taux de couverture réel (Exportations/Importations)		6,8 %	7,3 %	8,5 %	9,7 %	+2,96	+0,80

TOURISME		Sources : Service d'Etat à l'Aviation Civile, ISPF					
		déc. 2010	oct. 2011	nov. 2011	déc. 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Nombre de touristes		13 798	14 519	13 086	14 106	+2,2 %	-2,3 %
dont Américains (y.c. Hawaii)		4 469	3 920	4 498	4 603	+3,0 %	-0,5 %
Français		3 167	3 648	2 743	3 324	+5,0 %	+0,8 %
Nombre de nuitées		216 737	202 853	182 554	221 544	+2,2 %	-0,5 %
Durée moyenne de séjour (jours)		15,7	14,0	14,0	15,7	-0,0 %	+1,8 %
Recette Moyenne par Chambre occupée Hôtels Internationaux (F.CFP)		22 692	26 602	22 829	24 104	+6,2 %	+10,6 %
Coefficient Moyen de Remplissage - Hôtels Internationaux		45,3 %	59,5 %	56,5 %	47,3 %	1,98	-1,02
Passagers débarqués à Faa'a (vols réguliers)		20 234	20 681	18 842	20 321	+0,4 %	-7,3 %

EMPLOI		Sources : CPS, SEFI, ISPF					
		sept. 2010	juil. 2011	août 2011	sept. 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Effectifs salariés (équivalent temps plein) <i>tous secteurs</i>		56 307	54 392	54 500	54 204	-3,7 %	-3,4 %
Effectifs salariés (équivalent temps plein) <i>secteur privé</i>		39 709	39 759	40 062	39 590	-0,3 %	+0,1 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) <i>tous secteurs</i>		258 828	261 560	258 470	260 132	+0,5 %	+0,6 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) <i>secteur privé</i>		228 343	234 378	234 003	234 240	+2,6 %	+2,1 %
Heures travaillées <i>tous secteurs</i>		9 515 941	9 192 315	9 210 440	9 160 497	-3,7 %	-3,4 %
Heures travaillées <i>secteur privé</i>		6 710 900	6 719 324	6 770 441	6 690 724	-0,3 %	+0,1 %
		déc. 2010	oct. 2011	nov. 2011	déc. 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Demandes (nouvelles inscriptions)		1 924	2 359	1 922	1 345	-30,1 %	-14,9 %
Primo-demandeurs		351	428	355	246	-29,9 %	-19,7 %
Demandes d'Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)		7 839	9 965	9 298	8 255	+5,3 %	+3,6 %
Nouvelles Offres d'Emploi Normal		195	224	213	203	+4,1 %	+6,8 %
Nouvelles Offres d'emploi aidé <i>secteur marchand</i>		147	355	133	116	-21,1 %	-43,8 %

CONSOMMATION DES MÉNAGES		Sources : Service des Contributions, Service des Transports Terrestres, ISPF					
		10T03	11T01	11T02	11T03	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Chiffre d'affaires des commerces (en millions de F.CFP)		49 621	47 067	45 894	49 598	nd	-0,0 %
		déc-10	oct-11	nov-11	déc-11	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Immatriculations Véhicules neufs		526	486	354	323	-38,6 %	-20,5 %

ENTREPRISES		Champ ICS : Industrie - Commerce - Services					
		déc. 2010	oct. 2011	nov. 2011	déc. 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Créations ICS		169	201	133	132	-21,9 %	-8,1 %
Radiations ICS		219	253	173	251	+14,6 %	+20,0 %
Stock ICS		21 332	21 575	21 612	21 545	+3,4 %	+1,1 %
Stock global		53 845	55 076	55 349	55 353	+0,0 %	+2,8 %

PRIX À LA CONSOMMATION		Source : ISPF					
		déc-10	oct-11	nov-11	déc-11	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Indice Général (base 100 - déc. 2007)		104,35	105,61	105,31	106,26	+1,8 %	+1,7 %
Indice Ouvrier (base 100 - déc. 2007)		105,18	107,12	106,83	107,06	+1,8 %	+1,8 %
Indice Hors Transport Aérien International (base 100 - déc. 2007)		103,89	105,98	105,74	105,59	+1,6 %	+1,7 %
Index BTP (base 100 - déc. 2010)		100,00	101,47	101,35	101,76	+1,8 %	+1,5 %
Index TPG (base 100 - déc. 2010)		100,00	105,06	105,53	106,21	+6,2 %	+5,8 %

Var T/T-4 : cumul (ou moyenne selon nature des données) des 3 derniers mois / cumul (ou moyenne) des 3 mêmes mois de l'année précédente.  
nd : non disponible

## DÉFINITIONS

**Demandes d'emploi non satisfaites en fin de mois (DEFM) :** stock de demandeurs d'emploi n'ayant pas obtenu satisfaction à une date arrêtée (en l'occurrence à la fin du mois).

**Primo-demandeurs d'emploi :** demandeurs d'emploi qui s'inscrivent pour la première fois au Service de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion Professionnelles (SEFI).

**Offres d'emploi aidé :** ces offres proposent des contrats qui s'inscrivent dans un dispositif de soutien à l'emploi (Apprentissage, Stage pour Handicapés, Contrat pour Travailleurs Handicapés, Incitation à la Création ou à la Reprise d'Activité, etc.).

**Offres d'emploi normal :** offres d'emploi qui ne correspondent ni à des stages, ni à des emplois aidés. Offres d'emploi spontanées de la part des employeurs.

**Créations d'entreprises :** il s'agit des créations nouvelles d'entreprises ; ne sont donc pas prises en compte les reprises ou réactivations d'entreprise.

**Radiations d'entreprises :** il s'agit des entreprises qui ne sont plus actives. Cela n'implique pas forcément une défaillance d'entreprise (dépôt de bilan) ou encore la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité). Une entreprise radiée peut être réinscrite ultérieurement (uniquement pour les personnes physiques).

**Champ ICS :** le champ ICS comprend l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services.

**Chiffres d'affaires des commerces de détail :** ils sont issus des déclarations mensuelles ou trimestrielles de TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) recueillies par le Service des Contributions depuis le 1er janvier 1998 (date de la mise en place de la taxe). Les déclarations annuelles, concernant des entreprises de petite taille, ne sont pas prises en compte.

**Immatriculation de véhicules neufs :** nombre de nouveaux véhicules quatre roues achetés par les consommateurs sur le territoire.

**Produit Intérieur Brut (PIB) :** il se compose de la production marchande augmentée de la valeur ajoutée du secteur non marchand, conventionnellement valorisée par les charges de personnel des administrations et des services domestiques.

**Taux de chômage :** c'est le rapport du nombre de chômeurs au nombre d'actifs (actifs occupés, militaires et chômeurs).

**Taux directeur :** taux pratiqués par les banques centrales pour leurs opérations sur le marché monétaire. Les taux directeurs fixent le « coût de l'argent » sur le marché monétaire. Une hausse du taux directeur peut mener vers une nouvelle appréciation de la devise concernée.

**Masse monétaire :** ensemble des moyens de règlement en usage dans un pays (disponibilités monétaires et quasi-monétaires).

**Cours moyen des changes :** moyenne mensuelle des cours de change moyens par journée.

**Indice boursier :** mesure statistique calculée par le regroupement des valeurs des titres de plusieurs sociétés. L'indice boursier sert généralement à mesurer la performance d'une bourse ou d'un marché.

- **DOWJONES (États-Unis) :** le Dow Jones Industrial Average est le plus vieil indice boursier du monde. Il comprend 30 entreprises importantes qui varient dans le temps. C'est l'unique indice boursier au monde à être pondéré sur la valeur des actions le composant et non sur leur capitalisation boursière.

- **EUROSTOXX 50 (Zone Euro) :** il regroupe les 50 sociétés ayant la plus grande capitalisation boursière au sein de la zone Euro.

- **NIKKEI 225 (Japon) :** le Nikkei 225 est le principal indice boursier de la bourse de Tokyo. Le terme Nikkei est l'abréviation de « Nihon Keizai Shinbun », le nom du quotidien économique qui publie cet indice. Il est composé de 225 sociétés.

### Signes conventionnels utilisés

// : absence de résultat due à la nature des choses.

ns : chiffre non significatif.

nd : chiffre non disponible.

06T03 : 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2006.

Var. M/M-12 représente la variation entre les deux mêmes mois de deux années consécutives.

Var T/T-4 représente la variation entre les deux mêmes trimestres de deux années consécutives. Suivant la nature des données, la valeur d'un trimestre est calculée :

- par un cumul (somme) des données des 3 mois du trimestre, s'il s'agit d'un flux (ex : demandes d'emploi, nombre de touristes, importations, créations d'entreprises etc.)

- par une moyenne des données des 3 mois du trimestre, s'il s'agit d'un stock (ex : DEFM, stock d'entreprises, effectifs salariés, etc.)

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR [WWW.ISPF.PF](http://WWW.ISPF.PF)